

> Analyses et témoignages > Moyen-Orient > L'Iran est-il vraiment à deux doigts de fabriquer des armes (...)

L'Iran est-il vraiment à deux doigts de fabriquer des armes nucléaires ?

YOUSAF BUT

[envoyer par mail](#)

[Share](#) 217

22 mai 2013

Article en PDF:

En février, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu affirmait que les centrifugeuses de deuxième génération, que l'Iran doit prochainement mettre en service sur son site d'enrichissement d'uranium de Natanz, pourraient réduire d'un tiers le temps nécessaire à la production d'une bombe nucléaire. Il plaide ainsi une nouvelle fois en faveur d'une intervention militaire contre l'Iran, opération qu'il souhaite voir menée au plus tard cet été.



Même s'il apparaît que ces déclarations sur les intentions et possibilités iraniennes ne reposent sur rien de solide, et même si elles ne sont nullement le fruit d'une analyse sérieuse de la situation, elles pourraient toujours fournir un prétexte aux faucons de Washington et Jérusalem pour se lancer dans une nouvelle guerre inutile et contreproductive au Moyen-Orient.

Le plus grave, c'est qu'il n'est dit nulle part que l'Iran transforme en métal une partie de ses réserves enrichies à 20% par diffusion gazeuse d'hexafluorure d'uranium, afin de les utiliser comme combustible pour le réacteur du Centre de recherche nucléaire de Téhéran. Il faut surtout savoir que cette conversion bloque le niveau d'enrichissement, et se soustrait des réserves gazeuses pouvant être enrichies et employées dans les centrifugeuses. Une nation qui voudrait à tout prix se constituer un arsenal militaire ne perdrait pas son temps avec un tel procédé.

Négliger cette évidence et proposer une "ligne du temps jusqu'à la bombe", revient à fermer un compte en banque en déclarant seulement ses revenus – mais en omettant de déduire les montants des chèques émis.

En fait, même si l'Iran se décidait à lancer prochainement un processus d'armement, il ne pourrait plus enrichir aussi aisément la quantité transformée en oxyde de métal à des fins militaires. Le processus de reconversion à un état gazeux serait pénible, très long et freinerait considérablement la "course à la bombe" du pays.

Sans compter les problèmes techniques rencontrés par les Iraniens lors de la transformation de leurs réserves d'uranium enrichi à 20% en plaque combustibles métalliques. Si les grandes puissances et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) veulent se rassurer quant à la destination de l'uranium enrichi iranien, elles devraient peut-être envisager d'aider le pays à réaliser cette transformation, d'autant que pareil soutien entre parfaitement dans le cadre des missions officielles de l'AIEA envers ses Etats membres.

Les grandes puissances négociant avec l'Iran pourraient aussi vouloir instaurer un système d'échange automatique : du gaz d'uranium enrichi iranien contre des plaques combustibles métalliques étrangères. En effet, si l'Iran pouvait jouir d'une aide suffisante lors de cet échange, il finirait par rapidement repasser en deçà des différentes "lignes rouges" aléatoires tracées par ceux qui l'accusent de chercher à s'armer.

La ligne du temps toute personnelle de M. Netanyahu présuppose - encore à tort - que l'Iran pourrait installer, déboguer et lancer simultanément à plein régime, plusieurs milliers de centrifugeuses ; une opération hautement improbable. En effet, environ 12.700 centrifugeuses de première génération (IR-1) tournent à Natanz, et il faudrait déjà plusieurs mois pour installer et faire démarrer près de 3.000 modèles de seconde génération (IR-2). Ce qui équivaldrait à mettre en route une nouvelle implantation entière. Le dernier rapport de l'AIEA sur l'Iran indique que le pays vient tout juste d'installer – sans les connecter - 180 de ses machines de type IR-2 ; et rien ne permet de dire aujourd'hui qu'elles seront bientôt connectées, voire qu'elles fonctionneront un jour.

Le démarrage de nouvelles cascades de centrifugeuses ne manquerait pas de poser plusieurs problèmes d'ingénierie. Il est inconcevable que ces cascades soient immédiatement

poussées à plein régime, car en théorie, bien que les IR-2 tournent environ 3 fois plus vite que les IR-1, il faudrait des mois, voire des années, pour dégager tout le potentiel des machines de seconde génération.

En outre, les IR-2 ne seraient qu'un maigre progrès pour l'Iran, à mille lieues d'une avancée phénoménale, puisque les machines IR-2 intègrent une technologie comparable à celle que connaissait l'Occident dans les années 1970-1980.

Sergueï Lavrov, le ministre russe des affaires étrangères, souligne que même si l'Iran se dote d'une centrale d'enrichissement supplémentaire, il ne ferait qu'exercer son droit le plus strict à développer sa propre technologie nucléaire.

À Moscou, M. Lavrov déclarait d'ailleurs récemment : "L'AIEA nous a affirmé qu'ils [les Iraniens] allaient s'équiper de centrifugeuses de dernière génération. Cela correspond à leurs engagements pris dans le cadre de l'Accord de sauvegarde."

En somme, l'Iran pose plus un problème *politique* que *légal* aux grandes puissances. Sur ce point, M. Lavrov précisait : "L'AIEA sera présente sur place pour superviser les opérations. Néanmoins, j'aimerais à nouveau insister sur l'aspect légal de cette présence ; puisque sur le plan politique, les autres membres du Conseil de sécurité et nous avons prié l'Iran de geler ses opérations d'enrichissement durant les négociations."

S'inspirant largement d'une requête introduite en Iran pour l'achat éventuel de simples aimants, le *Washington Post* avertissait récemment que la république islamique avait l'intention de construire 50.000 nouvelles centrifugeuses IR-1 ; une hypothèse sujette à caution, comme je l'ai écrit dans la revue *Bulletin of the Atomic Scientists*. Dans un article coécrit pour le forum WMD Junction (créé par la revue *The Nonproliferation Review*), je mettais le doigt sur une maladresse commise dans un compte rendu d'Associated Press qui affirmait que l'Iran effectuait des recherches sur la bombe nucléaire. Heureusement, AP s'est récemment fendu d'un nouvel article dans lequel ils exposent les incohérences de la publication initiale.

Aucune source de renseignements sérieuses sur le programme nucléaire iranien n'indique que le pays est actuellement en train de fabriquer une quelconque arme nucléaire. James Clapper, le Directeur des renseignements nationaux, a même répété sa conviction, reflétant ainsi l'opinion générale de 16 bureaux de renseignements américains différents.

Il apparaît clairement qu'il n'existe aujourd'hui aucune preuve d'une quelconque entreprise de fabrication de l'arme nucléaire en Iran. Au contraire, des preuves réelles et tangibles démontrent justement que le pays *ne développe pas* l'arme nucléaire, et que ses dirigeants n'ont même pas envisagé de s'engager dans un tel programme.

Leon Panetta, ancien Secrétaire d'état à la défense a également pesé de son poids en déclarant : "Les Iraniens sont-ils en train de développer l'arme nucléaire ? Non." De son côté, Mohamed El Baradei, Prix Nobel de la paix et ancien directeur de l'AIEA pendant plus de dix ans, affirmait ne pas avoir "aperçu la moindre petite preuve" que la république islamique s'activait pour se doter de la bombe. "Je ne crois pas que l'Iran pose le moindre danger", a-t-il encore confié. "Tout ce que je peux effectivement observer, c'est le battage médiatique autour de cette prétendue menace."

Quoi qu'il en soit, si l'Iran cherchait à se démasquer subitement et à entamer la course à la bombe, les inspecteurs de l'AIEA ne manqueraient pas de le remarquer au cours d'un des contrôles presque hebdomadaires effectués dans les installations concernées. L'AIEA précise même que tout le matériel nucléaire iranien déclaré reste confiné sous la supervision de l'Agence.

Pour "se démasquer", l'Iran devrait soit évincer les inspecteurs, soit se faire prendre en flagrant délit de tricherie, ce qui l'amènerait à sortir du Traité de non prolifération nucléaire (auquel il adhère depuis plus de quatre décennies) et l'exposerait à des sanctions militaires immédiates de la part d'Israël ou des États-Unis.

Les vrais signaux seraient donc l'éviction des inspecteurs de l'AIEA ou l'observation d'un glissement dans l'utilisation du matériel nucléaire en faveur d'un usage guerrier ; et non une simple ligne rouge imaginaire tracée par un pays non membre du TNP.

Accorder une telle crédibilité à de vagues et hypothétiques scénarios catastrophes – comme celui de la ligne rouge imaginaire de M. Netanyahu, pourrait conduire à l'application de politiques extrêmement dures envers l'Iran, forçant ce dernier à une réponse brutale qui pourrait déclencher une véritable escalade.

Une des points souvent mal compris du Traité de non prolifération consacre légalement le *potentiel en armement nucléaire* d'un État membre - voire "l'option nucléaire". Il est évident que si une nation peut se targuer d'un programme nucléaire civil déjà très bien développé - ce qu'encourage d'ailleurs le TNP, il est évident qu'elle dispose *de facto* de tout le nécessaire à la fabrication de l'arme nucléaire. Cependant, tout comme vous ne pouvez pas être pénalisé pour la possession d'une voiture de sport qui *peut* théoriquement dépasser les 150 km/h, une nation ne peut pas non plus être légalement inquiétée pour son potentiel nucléaire *militaire* latent.

L'Argentine, le Brésil et le Japon conservent, par exemple, une "option nucléaire". Eux aussi pourraient se décider à rompre avec le TNP et passer à la fabrication d'un engin nucléaire en quelques mois, voire moins.

À l'instar de l'Iran, l'Argentine et le Brésil n'autorisent pas le "Protocole additionnel" complet des inspections de l'AIEA. Outre le cas iranien, l'AIEA est incapable de démontrer la nature purement pacifique du programme nucléaire de 50 autres pays.

Il y a une raison fondamentale à cela : une grande partie de la technologie nucléaire est forcément à double emploi. C'est pourquoi certains d'entre nous, actifs dans la communauté du contrôle des armes, sorgent à faire revoir le TNP afin de combler ces lacunes criantes.

Malheureusement, la dernière sortie de M. Netanyahu sur la question des intentions nucléaires prétendument belliqueuses de l'Iran, n'était pas une première. Cela fait même plusieurs dizaines d'années qu'il assène les mêmes arguments, et il importe donc d'appréhender ses opinions avec toute la réserve nécessaire.

En 1992, alors qu'il n'était que simple parlementaire, l'actuel Premier ministre israélien soutenait qu'il ne faudrait que trois à cinq pour que l'Iran dispose de la bombe nucléaire. À

l'époque déjà, il pressait les États-Unis de faire le sale boulot d'Israël - et d'en assumer les funestes conséquences - en martelant que la supposée menace devait être "anéantie par un front international sous l'égide des États-Unis."

Déjà opaque il y a 20 ans, sa boule de cristal ne semble pas s'être éclaircie depuis.

Yousaf Butt is Research Professor and Scientist-in-residence at the James Martin Center for Nonproliferation at the Monterey Institute of International Studies.

Article originale paru le 25 février 2013 sur [Information Clearing House](#)

Traduit de l'anglais par OP pour Investig'Action

Source : [Investig'Action](#)

[Bombe nucléaire - Iran - Israël](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés Qui sommes-nous ? | [Agenda](#) | [Faire un don](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |

.....
Graphisme et Développement : Platanas studio